

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

6 novembre 2020

PLFR POUR 2020 - (N° 3522)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 120

présenté par  
Mme Ménard

-----

**ARTICLE 5****ÉTAT B****Mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

*(en euros)*

<b>Programmes</b>	<b>Autorisations d'engagement suppl. ouvertes</b>	<b>Autorisations d'engagement annulées</b>	<b>Crédits de paiement suppl. ouverts</b>	<b>Crédits de paiement annulés</b>
Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	+1 000	0	+1 000	0
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'État dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	0	0
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	-1 000	0	-1 000	0
<b>TOTAUX</b>	0	0	0	0
<b>SOLDE</b>	0		0	

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Transférer 1 000 euros de l'action 01 – Soutenir les entreprises dans leur reprise d'activité du programme 360 – Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire vers l'action 01 – Soutenir les entreprises éligibles au fonds de solidarité du programme 357 – Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire.

Après 470 milliards pour les mesures d'urgence en 2020, un plan de relance de 100 milliards d'euros sur deux ans a été annoncé. En réalité, derrière cette annonce de l'exécutif, on trouve des montants de dépenses sur les deux prochaines années qui sont moins ambitieux. Parmi les mesures annoncées figure notamment 1,1 milliard d'euros d'aide à l'embauche des moins de 26 ans.

Etant donné le contexte actuel, les primo-arrivants sur le marché du travail se trouvent dans une situation particulièrement difficile. Il convient de renforcer les aides dirigées vers les entreprises pour leur permettre d'embaucher massivement les jeunes qui risquent d'être frappés durement par le chômage dans les prochains mois.